

Unité Interdépartementale 39-71  
4 rue du Curé Marion  
39000 Lons-le-Saunier

Le 16 décembre 2022.

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGE LAURENT**

ZI Nord - BP 78  
2 rue Paul Sabatier  
71100 CHALON SUR SAONE

Références : FC/VV/2022/L\_690  
Code AIOT : 0005401698

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGE LAURENT implanté ZI Nord - 2 rue Paul Sabatier BP 78 71100 CHALON SUR SAONE. L'inspection a été annoncée le 07/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) et d'un accident survenu sur le site le 10/11/22.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INTERNATIONAL PAPER EMBALLAGE LAURENT
- ZI Nord - 2 rue Paul Sabatier BP 78 71100 CHALON SUR SAONE
- Code AIOT : 0005401698
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

International Paper Emballage Laurent est spécialisé dans la fabrication d'emballages dans les segments de l'industrie, de l'agroalimentaire, des boissons et des fruits et légumes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Accident
- Prévention de la pollution des eaux
- Risques accidentels

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
6	Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective	AM du 02/02/1998, article 34 AM du 28/04/2014 : article 1er	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Incident / Accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
2	Collecte des effluents liquides	AM du 02/02/1998, article 4
4	Collecte des effluents liquides	AM du 02/02/1998, article 19
5	Prévention de la pollution des eaux	AM du 02/02/1998, article 10
7	Nature des installations	AP Complémentaire du 21/08/2018, article 1

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Collecte des effluents liquides	AM du 02/02/1998, article 4

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Durant l'inspection, 3 non-conformités ont été relevées.

6 demandes de compléments ont également été formulées.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Incident / Accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Autre, Incident / Accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport

d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :** Par courrier électronique du 11/11/12, l'exploitant informe l'inspection des installations classées d'un déversement dans le canal d'eau encrée noire. Les investigations menées font remonter l'origine de ce déversement limité à son réseau d'eaux pluviales. Les réseaux de traitement des eaux encrées étant séparés du réseau d'eaux pluviales, une infiltration potentielle au niveau d'une rétention d'eaux encrées est suspectée. L'exploitant précise intervenir sur cette rétention pour la vider et renvoyer ces eaux sur sa station de traitement des eaux. Il précise que les 2 écluses en amont et en aval du canal ont été fermées et qu'une opération de nettoyage des réseaux d'eaux pluviales menant au canal est également en cours par la société Suez.

Par courrier électronique du 14/11/2022, l'inspection indique à l'exploitant la nécessité de procéder dans la mesure du possible à une caractérisation des effluents rejetés qui comprend à minima des analyses sur les paramètres suivis dans le cadre de son arrêté préfectoral ainsi que ceux inscrits dans les fiches de données de sécurité des encres utilisées sur le site.

Par courrier électronique du 15/11/2022, l'exploitant complète les informations transmises dans son premier message et indique que des analyses vont être réalisées.

L'inspection évoque cet accident le jour de l'inspection :

**CAUSE :** l'exploitant évoque un problème de rétention sans pour autant déterminer avec précision les causes de cet accident.

**Demande de complément n°1 :** procéder à la recherche des causes de la présence d'encre dans le canal et réaliser si besoin :

- un test d'étanchéité de la rétention ;
- un contrôle des réseaux existants pour confirmer la présence ou non d'une connexion entre la rétention et ces réseaux ;
- procéder à des opérations de traçage en cas d'infiltration des eaux ;
- procéder à des tests de bon fonctionnement des pompes.

**CONSEQUENCE :** le jour de l'inspection l'exploitant confirme être en attente des résultats d'analyses réalisées et n'est pas en mesure de déterminer avec précision les conséquences de cet accident.

**Demande de complément n°2 :** procéder à la recherche des conséquences de la présence d'encre dans le canal et :

- transmettre les résultats des analyses réalisées ;
- réaliser si besoin des analyses/recherches complémentaires.

**ENSEIGNEMENTS TIRES :** le jour de l'inspection, l'exploitant s'engage à tenir les rétentions systématiquement vides, acheter des ballons obturateurs afin de retenir les eaux à l'intérieur du site et s'engage à réaliser d'autres améliorations en fonctions des causes et conséquences qui seront identifiées.

**Demande de complément n°3 :** compléter les mesures mises en place en fonction des causes et conséquences de l'accident identifiées et informer l'inspection des enseignements tirés de cet accident.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 02/02/1998, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
<b>Constats :</b> dans le cadre de l'accident évoqué le jour de la visite (cf. point de contrôle précédent), l'inspection rappelle la nécessité de respecter la prescription évoquée ci-dessus.  Demande de complément n°4 : justifier qu'aucune liaison directe entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur n'existe sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 02/02/1998, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation;<ul style="list-style-type: none"><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);</li></ul></li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...);</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> constat de la précédente visite : le plan des réseaux n'a pas été mis à jour suite aux investigations réseaux de 2020 et 2021. Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que le plan des réseaux n'avait pas encore été mis à jour avec les données collectées en 2020 et 2021 sur les réseaux. Toutefois, l'exploitant a passé commande pour une prestation de refonte de l'ensemble des plans du site et comprenant la mise à jour du plan des réseaux.  Par courrier électronique du 08/11/2022, l'exploitant transmet un plan des réseaux actualisé.  Ce dernier n'appelle pas d'observation de l'inspection le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement. Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.
<b>Constats :</b> dans le cadre de l'accident évoqué le jour de la visite (cf. point de contrôle précédent), l'inspection rappelle la nécessité de respecter la prescription mentionnée ci-dessus.  Demande de complément n°5 : justifier de l'absence d'infiltration des eaux encreées contenues dans la cuve de rétention et que les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 02/02/1998, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockages, rétention, manipulation et transport
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. La vidange de cette capacité ne peut pas se faire, même partiellement, par gravité. Le dispositif permettant la vidange est à commande manuelle.</p> <p>L'étanchéité du(des) réservoir(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</li> <li>• Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts,...).</li> <li>• Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément aux prescriptions du titre déchet du présent arrêté.</li> <li>• Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> dans le cadre de l'accident évoqué le jour de la visite, l'inspection rappelle la nécessité de respecter la prescription mentionnée ci-dessus.</p> <p>Demande de complément n°6 : justifier que la capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et que la vidange de cette capacité ne peut pas se faire, même partiellement, par gravité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective**

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 02/02/1998, article 34
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeur limite d'émission pour les rejets en milieu naturel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux résiduaires, les valeurs limites en concentration de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p> <p><b>Constats :</b> Constat de la précédente visite : L'analyse des résultats des mesures déclarées dans l'application GIDAF entre décembre 2020 et octobre 2021 indiquent qu'il y a toujours des dépassements réguliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du débit autorisé</li> <li>• de la VLE en MES fixée à 600 mg/l (AM98)</li> <li>• de la VLE en DBO5 fixée à 800 mg/l (AM98)</li> <li>• de la VLE en DCO fixée à 2000 mg/l (AM98)</li> <li>• de la Vle en Azote fixée à 150 mg/l (AM98)</li> <li>• de la VLE en Cu fixée à 0,15 mg/l (AM98)</li> <li>• l'absence de mesures enregistrées pour les mois d'août et septembre 2021</li> </ul> <p>Un dépassement de la somme Fe+Al sur la période, 3 dépassements de la VLE en Zn entre décembre et février (retour à la normale depuis).</p> <p>Les rejets en sortie de la station de traitement présentent des dépassements réguliers et importants des VLE (AM98) en Cuivre (30 x VLE en février 2021), DBO5 (2,26 x VLE en juillet 2021), DCO ( 3,8 x VLE en juillet 2021), MES (3,52 x VLE en juillet 2021) et Azote (2,03 x VLE en juillet 2021). [liste des paramètres ou concentration &gt; à 2xVLE]</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection indique sur la base des résultats des mesures déclarées dans l'application GIDAF entre novembre 2021 et octobre 2022 qu'il y a toujours des dépassements réguliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la VLE en Cu</li> <li>- de la VLE en DCO</li> <li>- de la VLE en DBO5</li> <li>- de la VLE en NGL</li> <li>- de la VLE somme Fer + Aluminium</li> <li>- du débit</li> </ul> <p>Non-conformité n°1 : Non-respect de certaines valeurs limites d'émission fixées à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p> <p>L'inspection constate également l'absence de résultats de mesures enregistrées pour le mois de juillet, août, septembre et octobre.</p> <p>Non-conformité n°2 : non-respect de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Les rejets en sortie de la station de traitement présentent des dépassements réguliers et importants des VLE (AM98) en Cuivre (3 dépassements en novembre 2021, 2 dépassements en décembre 2021), NGL (1 dépassement en novembre 2021, 1 dépassement en décembre 2021) et débit (3 dépassements en février 2022, 1 dépassement en mars 2022, 4 dépassements en avril 2022, 9 dépassements en mai 2022). [liste des paramètres ou concentration &gt; à 4xVLE]</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 7 : Nature des installations**



<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/08/2018, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Suite de la précédente visite observation n°1 : il est rappelé que les modifications notables doivent être portées à la connaissance du Préfet avant leurs réalisations avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p><b>Constats :</b> Par courrier du 24/07/2020, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance relatif à la déclaration d'un stockage de palettes bois.</p> <p>Le 16/12/2021, le compte-rendu du SDIS 71 suite à leur venue sur le site le 05/11/2021 a été transmis à l'inspection. Dans cet avis, des compléments repris ci-dessous sont demandés à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour la défense incendie du stockage de palettes : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ une proposition de calcul des besoins en eau D9 (guide pratique de juin 2020) pour le stockage extérieur de palettes ;</li> <li>◦ une mesure de débit simultanée des PI n°CHASA 52 et CHASA 406 ;</li> <li>◦ une étude des flux thermiques sur l'incendie de stockage de palettes ;</li> <li>◦ une note de calcul sur le débit nécessaire et la durée de fonctionnement du système d'extinction automatique présent en façade du bâtiment principal destiné à limiter la propagation d'un incendie du stockage de palettes sur le bâtiment ;</li> <li>◦ une note explicative sur le fonctionnement du système de sprinklage, notamment sur la source d'eau utilisée et la disponibilité des débits sur les PI en cas d'utilisation simultanée du sprinklage et des points d'eau définis ci-dessus.</li> </ul> </li> <li>• Pour la défense incendie du bâtiment VIGNA : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ une proposition de calcul des besoins en eau D9 (guide pratique de juin 2020) pour le bâtiment ;</li> <li>◦ une mesure de débit simultanée des PI n°CHASA 79 et CHASA 212 de la DECI communale située rue Colbert ;</li> <li>◦ une étude des flux thermiques sur l'incendie généralisé du bâtiment ;</li> <li>◦ une note de calcul sur le débit nécessaire et la durée de fonctionnement du système d'extinction automatique présent en façade du bâtiment principal destiné à limiter la propagation d'un incendie du stockage de palettes sur le bâtiment ;</li> <li>◦ une note explicative sur le fonctionnement du système de sprinklage, notamment sur la source d'eau utilisée et la disponibilité des débits sur les PI en cas d'utilisation simultanée du sprinklage et des points d'eau définis ci-dessus.</li> </ul> </li> </ul> <p>En l'absence de réception de ces compléments, un courrier a été transmis à l'exploitant le 21 juin 2022.</p> <p>Interrogé sur ce dossier, le jour de l'inspection, l'exploitant indique qu'un bureau d'étude a été mandaté pour fournir les compléments demandés. Il précise que le SDIS a également été réinterrogé sur les besoins en eau en cas d'incendie sur le site.</p> <p>L'inspection rappelle que l'ensemble des éléments rappelés ci-dessus sont indispensables à l'administration pour instruire valablement le dossier et juger du caractère substantiel ou non des modifications apportées au site.</p> <p>Non-conformité n°3 : l'ensemble des éléments d'appréciation n'a pas été apporté au préfet dans le cadre des modifications des conditions de stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues apportées sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet